

Damien Bazin et Naceur Kheraief

Introduction : Agriculture indienne : aspects sociaux induits par les bouleversements agricoles récents

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Damien Bazin et Naceur Kheraief, « Introduction : Agriculture indienne : aspects sociaux induits par les bouleversements agricoles récents », *Économie rurale* [En ligne], 352 | mars-avril 2016, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 12 avril 2016. URL : <http://economierurale.revues.org/4844>

Éditeur : Société Française d'Économie rurale

<http://economierurale.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://economierurale.revues.org/4844>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cet article a été téléchargé sur le portail Cairn (<http://www.cairn.info>).



Distribution électronique Cairn pour Société Française d'Économie rurale et pour Revues.org (Centre pour l'édition électronique ouverte)

© Tous droits réservés

INTRODUCTION

Agriculture indienne : aspects sociaux induits par les bouleversements agricoles récents

Damien BAZIN, Naceur KHERAIEF • Université de Nice Sophia-Antipolis (UNSIGREDEG)

L'agriculture indienne peut se résumer par une aporie car elle représente une superpuissance en termes de production (4^e puissance agricole mondiale, où deux tiers de la population active du pays sont employés). Et pourtant, ses habitants demeurent sous-alimentés (plus de 200 millions d'Indiens souffrent de sous-nutrition) malgré des politiques économiques d'envergure tentant d'enrayer ce phénomène. Avec ses 60 % de surfaces cultivables, l'Inde est l'un des pays les plus conséquents du globe concernant la surface agricole utile. À titre d'illustration, cet espace correspond à celui de l'Europe dans sa globalité. Elle possède une population de près de 1,3 milliard de personnes ; ce qui réduit d'autant la disponibilité en terre par habitant.

Ce pays fait face à des obstacles naturels (mousson erratique) autant qu'à des dilemmes économiques (croissance, déséconomie d'échelle), des limites techniques (chaîne frigorifique, irrigation, machinisme archaïque, stockage), des problèmes sociaux (conditions de travail, fragmentation des castes et des exploitations, insoutenabilité, suicides), des choix politiques (équipements et infrastructures, productivité du travail agricole, réquisition des terres) et idéologiques (justice environnementale, révolution verte, taille de la propriété foncière).

Ce dossier a pour finalité de traiter de l'agriculture indienne en tant que telle mais sans oublier de contextualiser les enjeux socio-économiques qui en découlent. À cet égard, nous proposons une synthèse riche de par sa pluridisciplinarité et les sujets abordés. Ces textes offrent une réflexion rigoureuse et singulière sur la question complexe de l'agriculture indienne dans son ensemble. Le dossier est structuré autour de quatre articles. Les auteurs sont pour la plupart universitaires en sciences économiques. Les textes soumettent des problématiques variées orientées vers la socio-économie, l'économie de l'environnement et du développement ainsi que la macroéconomie.

Il est incontestable que l'Inde, au travers de son agriculture, subit, ces dernières décennies, de profondes mutations et doit affronter des effets sociaux non anticipés générant des externalités (négatives et positives) d'une répercussion sociétale sans précédent. Dans un souci d'objectivité scientifique, nous valoriserons aussi bien des argumentaires traitant des aspects positifs que négatifs liés à l'agriculture indienne. Si les avancées sont plus visibles, « palpables » et valorisées, ce n'est pas toujours le cas des problèmes engendrés par l'activité (économique) agricole. Nous avons donc décidé de mettre en lumière certains aspects sociaux induits par les bouleversements agricoles récents.

Ce dossier consacré à l'agriculture indienne s'ouvre sur le texte de **Jérôme Ballet, Alexandre Berthe et Sylvie Ferrari**. Les auteurs analysent habilement les OGM au travers du prisme de la

justice (à la fois alimentaire et environnementale). Il en ressort qu'une dynamique contestataire et revendicative caractérise l'agriculture indienne moderne. Il ne s'agit plus de restreindre classiquement les injustices environnementales aux inégalités (de ressources mais aussi spatiales et géographiques) souvent liées aux pollutions, mais de recentrer le débat (initialement issu du respect des traditions) sur les externalités négatives causées par les OGM. Les auteurs mettent en relief l'aspect scientifique du débat (aussi bien de la part de la société civile que des industriels) et montrent que cette nouvelle structuration argumentative relève d'une querelle d'experts. La justice alimentaire (d'origine rurale) se veut un contrepoint à la globalisation et aux rapports asymétriques Nord-Sud en revendiquant une souveraineté alimentaire. Les auteurs précisent que les OGM sont identifiés dans ce débat comme des externalités négatives (pollution) subies par les communautés. Concernant l'articulation entre la justice environnementale et la justice alimentaire, Ballet, Berthe et Ferrari proposent trois études de cas (moutarde, coton et aubergine).

La justice (distributive, participative, procédurale, de reconnaissance et de capacité) mixe des préoccupations philosophiques (justice comparative vs transcendante) et économiques (capacités collectives) en ouvrant des perspectives inédites et prometteuses en termes de durabilité.

L'article de **Katia Radja, Patrick Schembri et Damien Bazin** partage une interprétation pleinement pertinente des fondements socio-économiques d'un développement durable en matière agricole. Cette contribution permet d'enrichir la compréhension de la notion de durabilité à l'heure où l'évolution du secteur agricole fait face au défi alimentaire mondial, et cela notamment pour un pays comme l'Inde. Nehru déclarait en 1948 : « *Everything else can wait but not agriculture.* » Les auteurs complètent cette citation en adossant à l'agriculture une lecture soutenable (approche par l'objet et approche par la méthode). L'agriculture indienne y est présentée à la fois comme cause et conséquence de la dégradation environnementale. Par ailleurs, il est souligné que la soutenabilité comporte une conflictualité inhérente à la notion même de ce vers quoi elle tend (opposition entre efficacité et résilience). Ainsi, les auteurs suggèrent une modélisation mettant en relief la soutenabilité des systèmes agricoles au travers d'expériences indiennes. Ils passent en revue la stratégie nationale de développement et d'industrialisation (sécurité alimentaire, révolution verte, agriculture soutenable). L'article argumente le cas de l'insécurité alimentaire (et nutritionnelle) et fait écho en cela à l'article de Ballet *et al.* sur la justice alimentaire. En substance, le pays de Gandhi a proposé depuis une dizaine d'années une suite à la révolution verte au travers de la *evergreen revolution*, prenant en compte la souffrance paysanne et les revendications du moment. Cette ambition de nouvelle révolution verte se fonde sur la loi des « 5 E » (Écologie, Économie, Équité, Emploi et Énergie) valorisant une éco-agriculture soutenable portée par les politiques publiques.

Si la vision politique et domestique demeure amphigourique, il est possible néanmoins de déceler de solides articulations économiques *via* la croissance et la productivité du travail agricole.

L'article de **Bruno Dorin et Claire Aubron**, deux praticiens de l'Inde, est structuré en trois niveaux d'analyse (de comparaisons internationales depuis 1950 à des diagnostics agricoles micro-localisés en 2014). Il montre comment le sous-continent demeure à son corps défendant piégé dans une trajectoire opposée à l'idéal-type de croissance moderne. En effet, la population active agricole augmente au lieu de régresser, de même que son écart de revenu moyen avec les autres actifs. De cela résulte une exacerbation de la pression foncière et environnementale, que d'inégaux accès à la terre, à l'eau et à la valeur ajoutée aggravent localement. Cette économie

INTRODUCTION

politique de la divergence interpelle autant la capacité indienne d'innovations institutionnelles et techniques que le modèle de croissance convergente vers un « monde sans agriculture », à savoir celui des pays industrialisés où l'agriculture ne représente désormais plus que 3 % des emplois et 3 % du produit intérieur brut.

Cet article tisse ingénieusement un lien entre les ambitions nationales de développement soutenable telles que présentées par Radja, Schembri et Bazin et la vision internationaliste de Pouch et Kheraief.

Les enjeux du commerce international sont traités par **Thierry Pouch et Naceur Kheraief** au travers du prisme du commerce extérieur des produits alimentaires. Pour ce faire, une étude serrée sur la répartition des transactions agricoles est avancée. Il est conséquemment question de la stratégie indienne sur le plan des échanges mondiaux. Les auteurs portent un regard critique sur la (in)dépendance alimentaire en s'enquérant de la tendance très récente de l'Inde à s'affirmer dans les échanges internationaux quant à la marchandisation des denrées alimentaires et agricoles. Les auteurs défendent leur analyse en comparant la stratégie indienne (ouverture sur le monde) à celle de la Chine (couvrir en priorité le marché intérieur). Il en ressort un positionnement indien solide sur les marchés agricoles mondiaux. Cet avantage comparatif laisse présager un *leadership* naturel en la matière. Pouch et Kheraief tentent de dresser un tableau complet de l'évolution des flux commerciaux des produits agricoles et alimentaires en insistant sur le fait que l'Inde se définit comme un acteur incontournable de la division internationale du travail agricole. Cet article témoigne très justement que la stratégie indienne à l'international n'est pas sans poser des dilemmes dans l'économie domestique car le libre-échange exige de réaliser un grand écart souvent périlleux, se traduisant par la volonté de préserver un secteur tout en acceptant d'en ouvrir d'autres. De plus, il s'agit de concilier les avantages et dommages causés par la pression concurrentielle tout en veillant à ne pas délaissier la population indienne (problème de l'autosuffisance alimentaire). Les auteurs développent pertinemment cette ambivalence.

*

* *

In fine, ce dossier met en exergue, et de façon originale, les aspects sociaux induits par les bouleversements agricoles inédits avec en toile de fond des réflexions renouvelées sur l'agriculture indienne. Cette dernière est un secteur qui demeure incontestablement prospère en termes purement économiques. Il n'en demeure pas moins que, sous certains aspects, ceux qui y travaillent et qui en vivent peuvent se retrouver en situation de fragilité (dont les formes extrêmes aboutissent à des migrations forcées, des souffrances, des suicides, etc.). Ces situations ne sont pas que « des dommages collatéraux » et ne renvoient pas à une certaine fatalité. Elles sont aussi le fait de politiques économiques et sociales délibérées (chômage, inflation, mondialisation de l'économie, OGM, révolution verte, surendettement des petits agriculteurs, (in) sécurité alimentaire). Tandis que, dans le domaine environnemental, un principe de précaution a été déjà largement débattu (la diminution des capacités, notamment d'accès aux ressources, conduit indubitablement à une asthénie de la qualité de vie), faisant valoir le risque que certaines actions humaines franchissent les seuils au-delà desquels le capital naturel ne peut plus se reconstituer (capacité de charge), rien de tel n'a été discuté dans le domaine social et de l'affliction humaine en général. Or, face au risque de souffrance, un principe de prévention ou de précaution sociale pourrait être employé. ■